

d'aller en habiter d'autres plus jeunes et, par conséquent, prolonge son existence ; alors, tout ce qui aura été accompli pour son bien en notre temps se reflétera aussi dans les siècles éloignés, c'est-à-dire donnera la seule signification possible à notre existence.

C'est en cela, et en cela seulement, que j'ai toujours vu le sens de la vie ; et maintenant, embrasant du regard ma vie écoulée, dont vingt-sept années passées dans les rangs de notre Parti, j'ai le droit, me semble-t-il, de dire que durant toute ma vie consciente, je suis restée fidèle à cette philosophie, c'est-à-dire que j'ai vécu selon ce sens de la vie : le travail et la lutte pour le bien de l'humanité.

Même les années de prison et de forteresse, où l'homme est écarté de la participation directe à la lutte au service de l'humanité, ne peuvent être rayées des années de la vie ayant un sens, car, étant des années de préparation culturelle et d'auto-éducation, elles ont contribué à l'amélioration du travail ultérieur et, pour cette raison, peuvent être confondues avec les années de travail au service de l'humanité, donc ayant un sens. Je crois avoir le droit d'affirmer que dans cette acceptation, pas un jour de ma vie n'a été dépourvu de sens.

Mais maintenant, semble-t-il, vient l'heure où ma vie perd son sens et, en conséquence, m'apparaît l'obligation de la quitter, d'y mettre un terme.

Il y a plusieurs années que la Direction actuelle de notre Parti, conformément à sa méthode générale de ne pas donner de travail aux communistes de l'Opposition, ne m'accorde ni travail politique, ni travail soviétique dont l'envergure et le caractère me permettraient d'être utile au maximum selon mes forces. La dernière année, vous le savez, le Bureau Politique m'a, comme opposant, complètement mis à l'écart de tout travail politique.

Il est douteux que l'on puisse admettre comme nécessaire une vie passée dans des tourments incroyables, à rester couché sans mouvement, et sans possibilité d'accomplir un travail quelconque.

Voilà pourquoi je dis que le moment est venu où il est indispensable de mettre un terme à cette vie. Je connais l'opinion générale du Parti, opposée au suicide, mais je suppose que tous ceux qui se rendront compte de ma situation ne pourront me condamner pour cela. En outre, le professeur Davindenko estime que la cause de récédive de na polynérite aiguë est l'émotion de ces derniers temps. Si j'étais en bonne santé, j'aurais trouvé à moi assez de force et d'énergie pour lutter contre la situation créée dans le Parti, mais dans mon état actuel, j'estime insupportable une situation où le Parti tolère silencieusement votre exclusion de ses rangs, bien que je sois absolument persuadé que, tôt ou tard, il y aura dans le Parti une crise qui l'obligera à rejeter ceux qui l'ont conduit à une telle honte... En ce sens, ma mort est une

protestation contre ceux qui ont conduit le Parti à une situation telle qu'il ne puisse d'aucune manière réagir contre cet opprobre.

S'il est permis de comparer ce qui est grand avec ce qui est petit, je dirai que l'immense importance de l'événement historique qu'est votre exclusion et celle de Zinoviev, exclusion qui doit inévitablement ouvrir une période thermidorienne dans notre Révolution, et le fait qu'on m'accule, après vingt-sept années de travail révolutionnaire aux postes responsables du Parti, à une situation où il ne me reste plus qu'à me tirer une balle dans le front, ces deux faits, dirai-je, illustrent un seul et même régime du Parti. Et peut-être que les deux événements, le petit et le grand ensemble, produiront la secousse qui réveillera le Parti et l'arrêtera sur la voie conduisant à Thermidor.

J'aurais été heureux de croire qu'il en sera ainsi, car j'aurais su alors ne pas mourir en vain, mais tout en ayant la ferme certitude que l'heure du réveil du Parti viendra, je ne puis être convaincu qu'elle ait sonné maintenant... Cependant, je ne doute pas, malgré tout, que ma mort aujourd'hui soit plus utile que la prolongation de ma vie.

Cher Léon Davidovitch, nous sommes liés par dix années de travail commun et, j'ose l'espérer, d'amitié personnelle, et cela me donne le droit de vous dire, au moment de l'adieu, ce qui, en vous, me semble être faiblesse.

Je n'ai jamais douté de la justesse de la voie que vous avez indiquée et vous savez que pendant plus de vingt ans, j'ai marché avec vous, depuis la « révolution permanente ». Mais j'ai toujours pensé qu'il vous manquait l'inflexibilité, l'intransigeance de Lénine, sa résolution de rester au besoin seul dans la voie qu'il avait reconnue comme sûre en prévision de la majorité future, de la reconnaissance future par tous de la justesse de cette voie. Vous avez politiquement toujours eu raison, à commencer depuis 1905, et je vous ai souvent déclaré avoir entendu, de mes propres oreilles, Lénine reconnaître qu'en 1905 ce n'est pas lui, mais vous qui aviez raison. Devant la mort, on ne ment pas, et je vous le répète à nouveau maintenant...

Mais vous avez souvent renoncé à votre rectitude au profit d'un accord, d'un compromis que vous surestimiez. C'est une faute. Je le répète, politiquement vous avez toujours eu raison et maintenant vous avez raison plus que jamais. Un jour, le Parti le comprendra et l'Histoire devra le reconnaître.

Aussi, ne vous effrayez pas aujourd'hui si quelqu'un se sépare de vous et surtout si beaucoup ne viennent pas aussi vite que nous le voudrions tous. Vous avez raison, mais le gage de la victoire de votre vérité est précisément dans une stricte intransigeance, dans la rigidité la plus sévère, dans la répudiation de tout compromis, exactement comme cela a toujours été le secret de la victoire d'Ilich.

J'ai souvent voulu vous dire cela et ne m'y décide que maintenant, à l'heure de l'adieu.

Deux mots personnels. Après moi restent une femme, une fille malade et un petit garçon, mal adaptés à une vie indépendante. Je sais que vous ne pouvez rien maintenant pour eux et, sous ce rapport, je ne puis en rien compter sur la Direction actuelle du Parti. Mais je ne doute pas que le jour

n'est pas éloigné où vous reprendrez la place qui vous revient. Alors, n'oubliez pas les miens.

Je vous souhaite une énergie et une vaillance égales à celles dont vous avez fait preuve jusqu'à présent, et la victoire la plus rapide. Je vous embrasse fort. Adieu.

Moscou, 16 novembre 1927. Votre
A. IOFFE.

Contre le Koulak

Une décision du Comité Central du Parti communiste de l'U. R. R. S., a été récemment publiée, contenant des directives pour l'élaboration d'une loi dont l'action s'étendra sur toute l'U. R. R. S., en ce qui concerne l'aménagement agraire et le droit de jouissance des terres.

La loi devra assurer le développement ultérieur des forces productrices de l'économie agricole sur une base technique plus parfaite, et satisfaire les intérêts des exploitants agricoles des paysans pauvres et moyens.

Tout en assurant le maintien de toutes les formes existantes de la jouissance des terres, cette loi devra maintenir le droit à la distribution de lots égaux et, dans certains cas, aux nouveaux partages des terres comme mesures de lutte contre les tendances usurpatrices de la part des Koulaks (paysans riches).

La loi assurera le concours et l'encouragement spécial de l'Etat aux exploitations collectives et à la coopération des paysans, au moyen de tout un système de mesures économiques, financières, techniques et culturelles.

Cette loi devra protéger en particulier les intérêts des couches les plus pauvres et les moins aisées de la paysannerie dans toutes les questions relatives à l'aménagement et à la location des terres, à leur jouissance et au bétail.

Ainsi donc, vont être appliquées les décisions du XIV^e Congrès du Parti communiste de l'U. R. S. S. sur le problème agraire, celles que Boukharine a traduit dans le fameux mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! »

C'est ce qu'on appelé l'extension de la Nep à la campagne.

Il y a dans ces décisions beaucoup de choses écrites pour la protection des paysans pauvres (coopération, aide financière, technique, culturelle).

Mais il y a deux choses essentielles, qui sont le fond de cette politique, c'est l'extension de la location des terres avec baux à longue durée, et le louage de la main-d'œuvre.

L'U. R. S. S. manque de produits industriels, en raison du peu de développement de l'industrie et des transports, cause qui est, elle-même, effet du manque de crédits.

Pour obtenir ces crédits, Staline compte sur

deux moyens principaux : l'aide des capitalistes étrangers, et le développement de la production destinée à l'exportation, principalement celle du blé.

Or, il faut bien se rendre compte que l'aide aux paysans pauvres et moyens dépend de l'obtention de crédits et de produits manufacturés, qu'elle est donc subordonnée à l'aide très large des capitalistes étrangers, et cette aide ne peut aller sans contre-partie politique. On encore il faut attendre que le Koulak ait tiré, au préalable, bénéfice de la loi envisagée, car c'est lui qui profitera de la location prolongée des terres et du louage de la main-d'œuvre, attendu qu'il possède les moyens de production les plus importants, instrument aratoires et bétail. Dans ce dernier cas, c'est du Koulak que dépendraient les crédits attendus.

Ainsi donc, les mesures ayant trait à l'aide aux paysans pauvres seront forcément lentes et maigres, tandis que le Koulak tirera immédiatement avantage de la loi et renforcera son hégémonie économique.

La majorité du Parti russe voit juste quand elle pense que ces mesures vont développer la production, cela n'est pas contestable, mais ce qui est contestable, c'est la prétention d'aller vers le socialisme par ce moyen.

Beaucoup de paysans vont louer leur terre et louer leurs bras.

Tout cela se traduira par une augmentation des forces économiques contre-révolutionnaires, et une déception profonde des prolétaires paysans qui ont cru tenir la terre en 1917.

**

Les Staliniens prétendent que le spectacle du développement de la propriété individuelle n'éveillera pas chez le paysan moyen des idées petites-bourgeoises, et, qu'un tel paysan pauvre, grâce aux coopératives, à l'aide financière de l'Etat, et au développement culturel (que l'on admet devoir se faire avec assez de vitesse) il luttera contre le Koulak.

On oublie que le Koulak est, aux yeux du paysan moyen, celui qui s'efforce de faire monter le prix du blé, et cela, c'est pour le paysan moyen une forte raison d'attraction. Or, l'Etat est celui qui intervient toujours pour empê-